

Les subsides

s'entendre avec qui que ce soit ou de réaliser quoi que ce soit . . .

M. Keeper: Pendant 16 ans.

M. Lewis: Je remercie mon collègue néo-démocrate d'être d'accord avec moi. Je suis persuadé que certains députés libéraux qui sont absents aujourd'hui seraient d'accord pour dire que pendant quatre années et demie l'ancien gouvernement n'a absolument rien fait.

Je reconnais que certaines mesures restent à prendre dans le domaine du transport des BPC et qu'à la suite d'une catastrophe comme le récent déversement, il faut se pencher sur la question et décider des précautions à prendre à l'avenir. Nous allons d'ailleurs tous travailler de concert à régler cette question. Je voudrais demander à la ministre comment elle explique le fait que son ministère et elle-même ainsi que le gouvernement aient réussi à tant faire alors que les libéraux, qui ont été au pouvoir pendant quatre années et demie, ne sont parvenus à réaliser aucune de ces initiatives?

[Français]

Mme Blais-Grenier: Mais je pense, monsieur le Président, que les libéraux passaient leur temps à se chicaner avec les provinces. Ils voulaient rapatrier toutes les responsabilités à Ottawa, ce qui évidemment ne va pas du tout avec la Constitution canadienne, alors que nous avons, nous, essayé de jouer un rôle différent en s'associant avec les provinces pour régler les problèmes, mais tout ne peut pas se faire d'une journée à l'autre et ça prend quand même un certain temps de négociations, vu la situation absolument corrompue des relations fédérales-provinciales quand ce gouvernement a pris le leadership de la nation.

La position actuelle des libéraux qui n'ont rien fait au niveau de l'environnement durant les cinq dernières années de leur mandat, c'est précisément de dire au gouvernement actuel que toutes les lois, dispositions et politiques existaient déjà dans les dossiers et que nous n'avons fait que nous en servir. Je me demande si tout était prêt dans les dossiers, y inclus la Loi sur le transport des matières dangereuses, y inclus la politique globale sur la lutte contre les pluies acides, pourquoi les libéraux n'ont pas utilisé ces canevas et ces échantillons pour nous donner un système de lois qui aurait probablement prévenu l'incident de Kenora!

[Traduction]

M. le vice-président: Reprenons le débat.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots dans ce débat au nom du Nouveau parti démocratique. Quand la ministre a répondu à cette question relativement ardue, elle m'a fait penser à M. David Suzuki, un grand homme de science, généticien et personnalité du petit écran, qui nous vient de la Colombie-Britannique; en fin de semaine cet homme a fait un discours que les journaux ont fait paraître. Il se penche essentiellement sur les problèmes modernes des Canadiens. Ainsi, en fin de semaine dernière, M. Suzuki nous a sévèrement tancés en déclarant que les parlementaires, notamment les députés de la Chambre des communes, abordent des questions modernes sans vraiment savoir de quoi il retourne.

Ce débat porte en partie sur un déversement très dangereux, qui a donné lieu à des allégations de négligence. On ne sait toujours pas si ces accusations sont fondées. Il est question pour l'instant des compressions budgétaires auxquelles a consenti la ministre dans ses services, et de son mandat même, car l'on se demande si elle réussira à conserver son poste de ministre de l'Environnement. Et que répond-on à cette motion? Que les libéraux sont à blâmer. Je ne suis pas membre de ce parti, et Dieu sait que . . .

M. Nunziata: Nous vous accueillerions à bras ouverts.

M. Waddell: . . . j'ai critiqué le parti libéral pendant cinq ans à la Chambre. Je tiens simplement à rappeler à mes collègues d'en face et à la ministre que le moment est peut-être venu de cesser de blâmer les libéraux et l'ancien gouvernement libéral à propos de tout et de s'atteler à la tâche de régler les problèmes actuels du Canada. La plupart des Canadiens seraient d'accord là-dessus, à mon avis. La lune de miel n'est peut-être pas terminée pour l'actuel gouvernement, mais cela ne saurait tarder si chaque fois qu'on lui soumet un problème ou une question il persiste à dire que c'est la faute des odieux libéraux qui ont gouverné le pays pendant les seize dernières années.

Il s'est produit la semaine dernière un grave déversement de PBC et, que je sache, personne n'a été accusé, ni mis en prison. Les gouvernements ont été lents à intervenir. Par contre ce matin, agissant en poltron, le gouvernement a employé des tactiques typiques de la Gestapo pour démanteler le camp de la paix, qui se trouvait sur la colline parlementaire. Il a emmené quelques pauvres jeunes gens . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: Mes collègues trouvent cela comique et vraiment drôle que des jeunes se trouvent maintenant en prison . . .

M. le vice-président: A l'ordre.

Des voix: Asseyez-vous!

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Maily: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le vice-président: L'honorable députée de Gatineau (M^{me} Maily) invoque le Règlement.

Mme Maily: Monsieur le Président, je me pose la question sur la pertinence du sujet du député. Je crois que nous parlons de l'environnement, puis il parle d'un camp pour la paix!

[Traduction]

M. Waddell: Monsieur le Président, je songe aux effets . . .

M. le vice-président: Voulez-vous nous entretenir du rappel au Règlement?

M. Waddell: Oui. Je suis en train de parler des effets polluants de ce déversement sur l'environnement au Canada. En fait, je compare l'attitude du gouvernement à l'égard d'un groupe de jeunes pacifistes, qui, beau temps mauvais temps, ont bivouaqué pendant deux ans sur la colline deux ans, à son attitude sur le plan de la justice, envers les pollueurs de l'environnement dans notre pays. Si cette comparaison n'est pas pertinente, je me demande bien à quoi sert ce Parlement.